

## COVID : les députés votent pour un transfert de souveraineté à l'Europe



[Source : Le Courrier des Stratèges ([lecourrierdesstrategies.fr](http://lecourrierdesstrategies.fr))]

Par Éric Verhaeghe

Personne n'en a parlé, mais les députés français ont adopté sous le manteau une bien étrange résolution sur le COVID et les crises sanitaires la semaine dernière. Cette résolution appelle à une coordination européenne « renforcée » dans le domaine de la santé et des crises sanitaires. Il fallait donc comprendre que le retour à la souveraineté en matière sanitaire dont parlait Macron et son équipe l'an dernier était en fait un retour vers la souveraineté européenne, mais pas la souveraineté nationale. Et un mensonge de plus !

Résolution de l'Assemblée Nationale sur les crises sanitaires from Société Tripalio

Que cela soit dit : les députés français veulent plus d'Europe en matière de santé, démarchent qu'ils habillent notamment sous l'appellation en novlangue de "relocalisation des chaînes d'approvisionnement stratégiques dans le domaine sanitaire lorsque cela est possible". Voilà, donc quand le gouvernement Philippe a parlé l'an dernier de "relocalisation" et de "souveraineté", il s'agissait de relocaliser en Europe, mais pas forcément en France.

### Une résolution contre la souveraineté sanitaire

Le texte de la résolution mérite vraiment d'être lu. Il s'agit, pour le Parlement, d'exprimer aux instances européennes la volonté du peuple français sur tel ou tel sujet. En l'espèce, c'est la gestion des crises sanitaires qui est ici traitée.

On retiendra du texte qu'il appelle :

- à une accélération de la campagne de vaccination en Europe "pour limiter la propagation du virus et des variants"
- à soutenir "les propositions de la Commission européenne du 11 novembre

dernier pour renforcer l'Europe de la santé qui pérennisent les mesures ad hoc ayant bien fonctionné pendant la crise"

- à renforcer les "mandats des agences sanitaires qui doivent être les garantes de l'autonomie de réflexion et d'action de l'Union européenne et plaide pour un développement élargi de leur communication afin de rendre leurs activités plus lisibles et accessibles aux citoyens européens"
- à "la création de la nouvelle agence sanitaire permanente, l'Autorité de préparation et de réaction en cas d'urgence sanitaire (HERA)"
- à "la création d'un cloud de données sanitaires à l'échelle européenne pour faciliter le partage de l'information et des connaissances scientifiques, dans le respect du règlement général sur la protection des données (RGPD)"
- à "une éventuelle modification des traités dans le cadre de la Conférence pour l'avenir de l'Union, afin de clarifier et de renforcer explicitement les compétences européennes en matière sanitaire qui sont actuellement disséminées dans les traités"

Bref, toujours plus de multilatéralisme européen, toujours plus de bureaucratie dominatrice cachée sous l'étiquette "agence indépendante", et toujours moins de prise sur les politiques publiques offerte aux citoyens ordinaires. L'Assemblée Nationale ne pouvait pas mieux illustrer le naufrage de la démocratie...

## Une Assemblée Nationale très Great Reset compatible

On notera que toutes ces propositions sont parfaitement en ligne avec les écrits de Klaus Schwab et de son Great Reset, ce qui pose une fois de plus la question du poids du gouvernement profond dans les grandes options publiques.

Ainsi, la création d'un grand "Cloud" européen en matière de santé (bien entendu respectueux du règlement général sur la protection des données privées, qui pourrait imaginer le contraire ?) participe de cette idée que le contact tracking doit désormais être piloté en dehors des Etats-nations et de leurs vieilles libertés.

On retrouve par ailleurs tous les mantra de Davos : échanges des bonnes pratiques entre pays, partenariats publics-privés renforcés pour financer une recherche dont les grands thèmes seraient décidés au niveau multilatéral et non national, création d'une sorte de fonction publique hospitalière supra-nationale qui échapperait aux décisions des Etats-membres. Tout est fait ici pour instrumentaliser la crise du COVID au profit d'une disparition des échelons nationaux et d'une concentration des pouvoirs entre les mains d'une bureaucratie incontrôlable, européenne, qui bloquera toute velléité d'autres sorties de l'Union que la Grande-Bretagne, et qui minorera le poids du suffrage universel dans les décisions.

Les chiens nationaux aboient, la caravane multilatérale passe.